

INTRODUCTION

L'exploitation du milieu naturel constitue, depuis la colonisation et jusqu'à aujourd'hui, le fondement du mode de développement dominant en Amérique latine. Depuis la fin des années 1990, elle connaît une accélération de l'insertion de son agriculture dans les chaînes de valeurs globalisées, provoquant un déboisement sans précédent. Durant cette période, elle a pourtant été le cadre du déploiement de politiques environnementales innovantes, associant expansion et diversification des aires protégées à la reconnaissance des droits des minorités, mais aussi des dispositifs de régulation de l'expansion agricole (Nepstad *et al.*, 2002 ; Aubertin et Rodary, 2011 ; Rodary et Milian, 2011 ; Zimmerer, 2011 ; Gautreau *et al.*, 2016). Entre 1985 et 2005, la proportion de la superficie d'Amérique du Sud couverte en aires protégées est passée de 3,89 % à 12,4 % (Chape *et al.*, 2005). Au Brésil, cette superficie est passée de 697 171 km² en 1992 à 5 238 668 km² en 2019, soit une croissance de 651 % (Protected_Planet, 2021).

Ces processus concomitants de développement agricole et de politiques de conservation se concentrent dans les mêmes espaces régionaux : le nord et centre-ouest du pays (figure 1). Sur les 82 millions d'hectares de végétation naturelle perdus entre 1985 et 2020 (9,6 % de la superficie nationale), 71 Mha (86 %) sont situés en Amazonie et dans le Cerrado, les savanes des hauts plateaux centraux (Mapbiomas, 2021). Pourtant, ces deux ensembles régionaux abritent l'essentiel des aires protégées du pays : 86,7 % de la superficie des « Unités de conservation » (parcs) aux différents statuts (MMA, 2021) et 98,5 % de la superficie des Territoires Amérindiens (« Terres indigènes¹ ») [ISA, 2021b] (cahier couleur, figure 1).

Ainsi, l'agriculture commerciale se développe maintenant dans des espaces jusqu'alors délaissés par les politiques de développement et d'aménagement. Or ces espaces accueillent l'essentiel de la diversité socioculturelle² et biologique de ce pays-

1. Au Brésil, les peuples amérindiens disposent de droits territoriaux spécifiques garantis par la loi du Statut de l'Indien (1973), renforcés par la Constitution Fédérale de 1988, qui détaille les procédures de délimitation des *Terras Indígenas* (TI). Cette constitution garantit également le droit à délimitation de territoires collectifs pour les communautés *quilombolas*, c'est-à-dire les communautés afro-descendantes (SANTILLI, 2005). Les TI et Territoires *Quilombolas* (TQ) sont reconnus comme aires protégées depuis 2007 (Loi n° 11.516/2007).
2. Actuellement, on compte au Brésil 255 peuples amérindiens (160 langues amérindiennes) [ISA, 2021a], près de 3000 communautés *quilombola* officiellement reconnues (FCR, 2021), auxquelles il faut ajouter les autres peuples traditionnels (*comunidades de terreiro*, *extrativistas*, *ribeirinhos*, *caboclos*, *pescadores artesanais*, *pomeranos*, etc.), dont les modes de vies propres et les droits territoriaux sont reconnus par le gouvernement brésilien (chapitre I).

continent (Nepstad *et al.*, 2006). Un exemple emblématique de cette nouvelle réalité est le Parc Indigène du Xingu (PIX), la première grande Terre Indigène du pays (promulguée en 1961), située à cheval sur l'Amazonie et le Cerrado, et encerclée aujourd'hui de soja et de pâturages (Weis *et al.*, 2011).

La réalité actuelle ne cadre donc plus avec les représentations communes des marges territoriales brésiliennes. Dans le centre-ouest et le nord-est du pays, l'idée de marge est symbolisée par le terme *sertão*. Utilisé par les explorateurs européens qui ont parcouru ces régions depuis le XVIII^e siècle, le *sertão* traduit l'idée d'un espace éloigné, inconnu, sauvage, un désert vide de gens et de cultures. Le *sertão* est donc l'opposé de la plantation du littoral et de sa forêt atlantique (Nogueira, 2017 ; Funes, 2020). Cette idée persistante de vide démographique improductif est utilisée par les gouvernements successifs depuis les années 1930, en particulier durant la dictature militaire, pour justifier des politiques de développement agricole vers des zones périphériques (Martins, 1985).

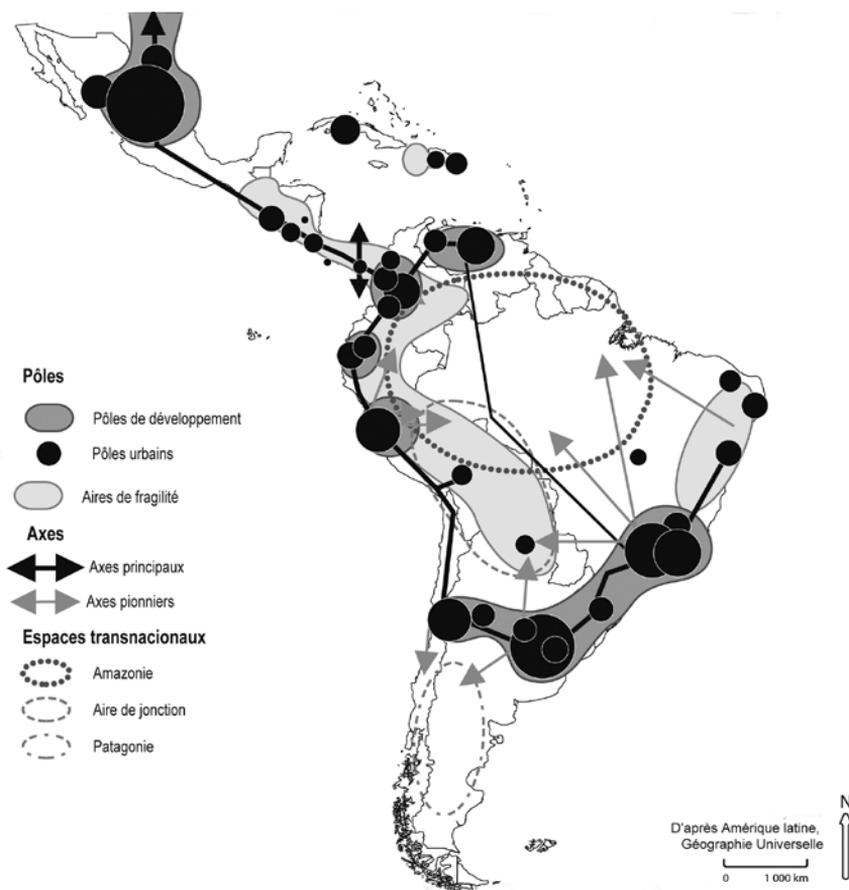
Mais même en Amazonie, la réalité ne cadre plus avec l'image d'« un espace inconnu colonisé lentement, le dernier réduit de la face cachée du monde [...], dernier espoir d'éviter le monde clos de l'économie-monde », comme on pouvait le lire dans la préface du livre « Environnement et développement en Amazonie brésilienne » à la fin des années 1990 (Théry, 1997). Preuve en est que cet écosystème approche d'un « point de basculement » du point de vue écologique (Lovejoy et Nobre, 2019). Le Cerrado, pour sa part, est considéré comme une « zone de sacrifice » en raison de l'expansion agro-industrielle récente (Oliveira et Hecht, 2016).

Toujours est-il que les représentations cartographiques de l'Amérique latine font de l'Amazonie et du Cerrado des espaces de marges par excellence, au regard du débat sur le développement. Désignés à la fin des années 1990 comme « marges de l'œkoumène », pour caractériser leur état encore peu habité et exploité (Théry, 1997, p. 14), ces espaces correspondent encore au « blanc des cartes » : ils sont cartographiés comme à l'écart des grands centres urbains et agricoles des littoraux et du sud du pays, de par leur colonisation plus tardive, leurs faibles densités démographiques³ et revenus moyens, l'importance de la végétation naturelle et leur relatif enclavement (Le Tourneau, 2022).

La moitié nord du pays est considérée comme moins moderne et abrite des populations plus pauvres que le reste du pays : d'après le dernier recensement (2010), les régions Nord, centre-ouest et nord-est du pays abritent 80 % de la population amérindienne, qui présente des indicateurs de pauvreté marquants⁴ (Le Tourneau, 2014).

3. Le Brésil possède des faibles densités à l'échelle nationale avec en moyenne 25 hab/km² mais encore plus faibles dès que l'on s'éloigne du littoral et que l'on s'avance à l'intérieur du pays (FLEURY et THÉRY, 2021)

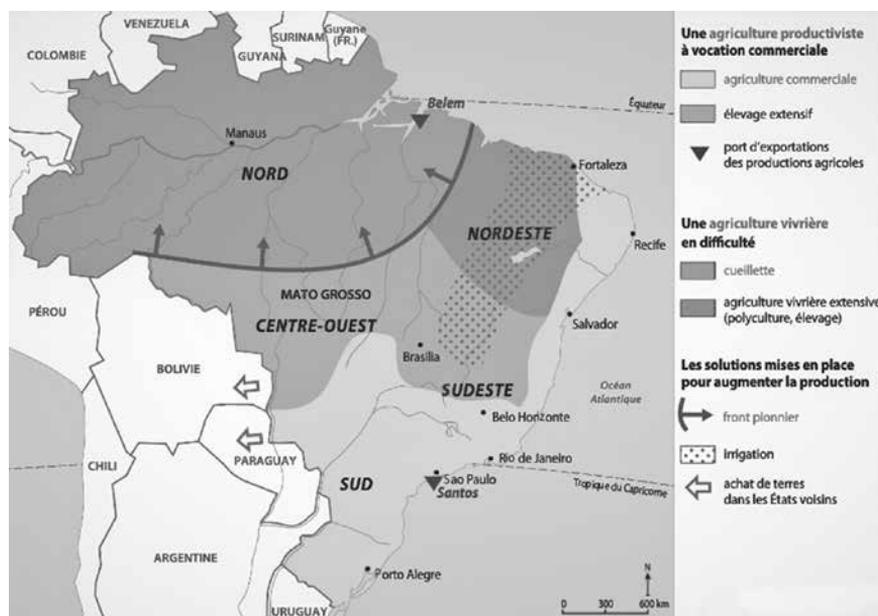
4. Il s'agit notamment du manque d'accès aux soins de santé, qui se traduit, entre autres, par une forte mortalité infantile : d'après le recensement de 2010, dans les territoires amérindiens, elle atteint le double de la moyenne brésilienne (LE TOURNEAU, 2014). Il s'agit aussi du manque d'accès aux services publics d'éducation de qualité, qui s'observe de manière générale dans la moitié nord du pays, et plus particulièrement en Territoires amérindiens et *quilombolas* (MONTECHIARE et LÁZARO, 2020).



● Figure 1. – Représentation cartographique du développement en Amérique latine.
Source : Fleury et Théry, 2021.

Les cartes de l'espace rural brésilien assimilent généralement l'Amazonie à des zones non agricoles (classées comme forêts, zones de cueillette, ou d'agriculture itinérante) et le Cerrado à des zones d'élevage extensif. Face à ces espaces agricoles « en difficulté », l'expansion d'une « agriculture productiviste à vocation commerciale », *via* les fronts pionniers, apparaît comme une valorisation (figure 2). Les parties occidentales et septentrionales de l'Amazonie cumulent zones de frontières nationales de difficile contrôle, ultra-périphérie, faible densité démographique, et éloignement des axes d'intégration et de développement (Becker, 2001 ; Becker, 2014). Ces espaces sont aussi des « lieux de l'altérité » : ils sont les lieux de vie de populations dont l'appartenance ethnique

ou culturelle est historiquement marginalisée⁵, à commencer par les Amérindiens (Le Tourneau, 2022).



◆ Figure 2. – Le zonage des espaces agricoles brésiliens dans un site web de géographie destinés aux professeurs et étudiants du secondaire.

Source : [<http://jmgleblog.eklablog.com/des-espaces-ruraux-en-mutation-c30792882>].

Par ailleurs, c’est en grande partie sur ces espaces périphériques que reposent les efforts de conservation de la biodiversité et de lutte contre la déforestation. Depuis les années 1980, les populations amérindiennes et autres groupes sociaux très divers, rassemblées sous le terme générique de « Peuples et communautés traditionnelles » (PCT) [Calegare *et al.*, 2014], ont progressivement affirmé ou obtenu des droits collectifs et une visibilité politique, notamment en raison de la reconnaissance officielle de leur droit à l’autodétermination et de leur rôle dans la conservation de la biodiversité (Barretto Filho, 2006). L’avènement, à l’échelle internationale, du concept de développement durable, a suscité une reconnaissance institutionnelle et épistémologique des savoirs dits locaux, entendus comme autochtones et traditionnels. Cette reconnaissance s’étend maintenant à l’adaptation au changement climatique, avec l’article 7 de l’Accord de Paris de 2015 (Empeire, 2021). Ces évolutions, qui ont forgé le mouvement « socioenvironnemental » brésilien au cours des trois dernières décennies, expliquent l’expansion et la diversification des aires protégées (Aubertin et Rodary, 2011).

5. La littérature, puis le cinéma, ont forgé un imaginaire amazonien depuis le XIX^e siècle, en véhiculant l’image d’une population amazonienne qui combinerait isolement géographique, marginalité sociale et modes de vie primitifs. C’est le cas par exemple du roman « Forêt vierge » (1930), du portugais Ferreira de Castro. Des auteurs amazoniens contemporains, comme Marcio Souza ou Milton Hatoum ont œuvré pour déconstruire ces stéréotypes.

Depuis les années 1980, les géographes, sociologues et agronomes se sont attachés à l'étude des fronts pionniers amazoniens, par la description de la différenciation des systèmes productifs, les évolutions sociodémographiques associées et leurs impacts en termes de déboisement (Martins, 1980; Albaladejo et Tulet, 1996; Théry, 1997; Albaladejo, 2001; Arnauld de Sartre, 2003; Walker, 2003; Arnauld de Sartre et Sebillé, 2008; Dubreuil *et al.*, 2008; Velho, 2009; Droulers et Le Tourneau, 2010). La sociologie et l'économie rurale s'intéressent davantage à l'émergence de la catégorie « agriculture familiale », aux mouvements sociaux et aux politiques publiques associées, ainsi qu'aux innovations au sein des systèmes productifs et alimentaires familiaux (Caron *et al.*, 2003; Schneider et Niederle, 2010; Niederle *et al.*, 2014; Sabourin *et al.*, 2014; Capellesso et Cazella, 2015; Leite et Sabourin, 2021). Ces travaux se focalisent sur les périmètres de réforme agraire (*assentamentos*) et les petites propriétés privées, situées principalement dans les régions sud et nord-est du pays.

Les travaux d'autres géographes et sociologues portent sur le développement de l'agriculture commerciale, et abordent les logiques migratoires des planteurs du Sud (*Gaúchos*), les restructurations des filières et des entreprises agro-industrielles, tout comme les rapports de pouvoirs et institutions impliquées dans la montée en puissance du lobby de l'agrobusiness qui ont marqué les dernières décennies en Amérique du Sud (Haesbaert, 1996; Andrade, 2008; Heredia *et al.*, 2010; Leite et Wesz Jr., 2014; Bühler *et al.*, 2016; Oliveira et Hecht, 2016; Wesz Jr., 2016; Pompeia, 2018).

Les dynamiques des « autres » systèmes productifs, c'est-à-dire ceux qui ne sont pas des agricultures industrielles, mais qui échappent aux terrains de prédilection des spécialistes des fronts pionniers et de l'agriculture familiale, semblent donc particulièrement méconnues. Ceci laisse potentiellement de côté de nombreuses dynamiques opérant à l'intérieur et à l'extérieur de territoires collectifs officiellement délimités. Il semble donc que « la priorité reste donnée à ce qui est massif, visible et central dans l'organisation de l'espace » (Depraz, 2017a, p. 15). En ce sens, le blanc des cartes, ou plutôt, dans le cas brésilien, le vert des cartes, indique en fait au géographe ce qui passe souvent inaperçu (Fagnoni *et al.*, 2017; Noucher et Polidori, 2020).

De manière plus générale, on peut affirmer qu'à l'échelle du Brésil, les espaces encore couverts majoritairement de végétation naturelle sont habités par des groupes sociaux divers, dont l'histoire, les besoins, les pratiques et les réflexions sont largement méconnus, malgré leur importance en termes spatial, géopolitique et environnemental⁶. En effet, dans ce pays, on distingue les Unités de conservation (UC) de Protection intégrale (Parcs nationaux, Réserves biologiques, etc.) des UC d'Usage durable (gérées par la population résidente). Officiellement, dans les Unités de conservation de protection Intégrale, aucune présence ni activité humaine n'est tolérée, sauf la recherche scientifique, et le tourisme, selon les cas. Mais en pratique, 83 % de ces UC sont habitées (Prizibiski, 2021). Seulement quelques Parcs nationaux (tels que le Parc national de

6. En 2017, le Brésil compte 9 437 *assentamentos* (972 389 familles bénéficiaires), qui occupent une superficie de 879 735 km² (INCRA, 2021). Si l'on considère uniquement les Réserves extractivistes (149 205 km²), les Réserves de développement durable (112 293 km²) [MMA, 2021], les Territoires amérindiens (1 173 776 km²) [ISA, 2021b] et des Territoires *Quilombolas* (25 715 km²) [INCRA, 2019] au Brésil, on obtient un total de 1,46 million de km², soit presque le double de la superficie des *assentamentos*.

Brasilia ou Parc national *Chapada dos Veadeiros*), des Réserves biologiques et des réserves particulières (RPPN) sont mis en défens de manière stricte, mais au prix d'exclusions et de nombreux conflits (Diegues, 1996 ; Acserald, 2004 ; Leitão, 2004 ; Mistry et Bizerril, 2011 ; Ribeiro et Figueira, 2011). À des échelles plus grandes (dizaines d'hectares), on sait que d'autres zones strictement protégées, comme les Réserves Légales et Aires de Protection Permanente, incluses dans de grandes propriétés privées, sont souvent occupées et/ou utilisées par des familles préalablement installées sur ces terres, notamment dans le Cerrado (Sawyer, 2011).

L'analyse géographique des espaces épargnés par la déforestation se cantonne, la plupart du temps, à croiser des données sur les limites foncières officielles avec des indicateurs socioéconomiques et de biodiversité. Ainsi, les terres amazoniennes transférées « aux collecteurs de latex d'hévéa, aux *caboclos* et aux Amérindiens » sont considérées comme « des formes alternatives d'organisation économique, sociale et territoriale » (Becker, 2014, p. 400). Mais on sait peu sur la façon dont ces formes d'organisation se déploient dans l'espace, au sein ou au-delà des limites des territoires officiellement établis, sur les liens entre ces territorialités et différentes formes d'utilisation des ressources naturelles, et encore moins sur comment leurs habitants pensent et agissent sur les transformations socioenvironnementales, observées et vécues au quotidien. Sauf quelques exceptions (Padoch *et al.*, 2008 ; Le Tourneau, 2012 ; Senra, 2021), l'étude des systèmes agricoles dans ces espaces est l'appanage des anthropologues et ethnobotanistes, notamment en Amazonie (Galvão, 1979 ; Dufour, 1990 ; Chernela, 1993 ; Descola, 1993 ; Ribeiro, 1995a ; Empereire et Pinton, 1996 ; Lizot, 1996 ; Cunha et Almeida, 2002 ; Couly, 2009 ; O'Dwyer, 2016 ; Van Velthem et Empereire, 2016 ; Empereire, 2018).

Ainsi, en géographie régionale, ces espaces font l'objet d'un constat de retard de développement⁷, comblé (ou à combler) progressivement par des politiques d'intégration. Il y aurait une relation entre isolement géographique et « distance sociale » par rapport à la société des centres (urbains, agricoles). On retrouverait ainsi, au sein de ces populations, des degrés de marginalité sociale et culturelle (et inversement, « d'intégration » à la société nationale), qui se refléteraient dans un degré de pauvreté et de « préservation de modes de vie » associées à l'espace forestier (Le Tourneau, 2022). Les populations dites « traditionnelles » seraient tiraillées entre tradition et modernité ; c'est-à-dire entre leurs projets politiques en faveur de la conservation environnementale et leurs aspirations d'amélioration de leurs conditions de vie (Chartier, 2005 ; Le Tourneau et Kohler, 2011).

Je soutiens que les débats sur l'agriculture et l'environnement au Brésil (et plus généralement en Amérique du Sud) prennent peu en compte la diversité et les transformations des pratiques agricoles et spatiales des groupes sociaux qui interagissent dans les espaces épargnés par la déforestation, et encore moins la façon dont ces groupes sociaux comprennent ces transformations. Ce problème interroge la notion même de marge en géographie. Au premier abord, une marge (du latin *margo* : bord) est un

7. À la COP 26 de 2021, le ministre de l'Environnement Joaquim Leite (gouvernement Bolsonaro) a déclaré que « nous devons reconnaître que là où il y a beaucoup de forêts, il y a beaucoup de pauvreté ». [<https://www.correiobraziliense.com.br/politica/2021/11/4962141-onde-existe-floresta-tambem-existe-pobreza-diz-ministro-do-meio-ambiente.html>], (consulté le 1^{er} avril 2022).

espace en bordure qui reste à l'écart du système territorial dominant. La marge renvoie à une construction sociale, associée à l'idée de précarité et de vulnérabilité de certains groupes sociaux (Bailly *et al.*, 1983). Occultés ou discrets, les espaces de marge sont souvent réduits à des espaces secondaires, c'est-à-dire à leur relation de subalternité par rapport à un centre (Depraz, 2017a). Mais cette notion fait l'objet d'un renouvellement récent (de Ruffray, 2000; Rolland-May, 2001; Prost, 2004; Depraz, 2017a; Fagnoni *et al.*, 2017; Sajaloli et Grésillon, 2018). À partir d'une synthèse de ces travaux, et en s'appuyant sur l'exemple de la France « hyperrurale », Samuel Depraz propose de revisiter ce qui fait le cœur de l'analyse géographique, c'est-à-dire la hiérarchisation des espaces en fonction d'un gradient de développement (ou d'intégration) : il s'agit plutôt de considérer les marges comme des espaces « autres », pour eux-mêmes, c'est-à-dire étudier ce qui se joue dans des espaces « certes à l'écart, souvent plus pauvres que d'autres, mais non moins riches de potentialités sociales » (Depraz, 2017a, p. 5). Il met en évidence la méconnaissance de ces espaces, uniformément placés sous le signe du vide démographique et du déclin, mais où les innovations et les enjeux d'appropriation spatiale et de ségrégation sociale sont présents.

Cette conception renouvelée des marges s'insère plus généralement dans les registres de l'intermédiarité (Vanier, 2003; Merle, 2011), dans lesquels les géographes cherchent à dépasser les catégories préétablies (zonages, discontinuités, limites) et de s'affranchir du modèle centre-périphérie pour s'intéresser justement à ce qui se passe dans les espaces « d'entre deux ». Les notions de marge, d'interstice⁸, de tiers-espace ou d'interfaces sont observables à toutes les échelles et partout (tant au centre que dans la périphérie), mais ont pour point commun d'être des espaces à l'écart (par rapport à une norme, à des politiques publiques, à des recherches scientifiques), aux statuts incertains, aux limites floues. Il s'agit d'espaces difficiles à classer ou tout simplement différents par rapport aux étendues dans lesquels ils s'inscrivent. Ils sont marqués par le changement, les échanges, l'hybridation et la mixité (Le Gall et Rougé, 2014).

En m'inspirant de ces travaux sur la relecture des marges par le prisme de la géographie sociale, j'interroge l'invisibilité persistante des pratiques et savoirs environnementaux dits « traditionnels » au Brésil, malgré la reconnaissance de catégories identitaires et de droits territoriaux spécifiques aux populations qui occupent ces espaces. Sans prétendre rentrer dans les débats socio-anthropologiques sur les liens entre constructions identitaires, action publique et territoires dans le contexte multiculturel latino-américain, ce qui m'intéresse ici, en tant qu'agronome et géographe, c'est un aspect particulièrement absent des travaux sur les rapports entre environnement et développement dans ce pays : la façon dont les systèmes productifs dits « traditionnels » sont considérés, et comment ces représentations et les normes qu'elles produisent contribuent à l'invisibilité de certains groupes sociaux, ou de certains problèmes environnementaux.

J'ai choisi deux grands types d'espaces pour présenter mes travaux : les zones périurbaines d'Amazonie et les interstices du soja dans le Cerrado. L'Amazonie et le Cerrado

8. Utilisée principalement dans les études urbaines, la notion d'interstice ne préjuge pas d'une échelle spatiale d'analyse, mais renvoie à « une fissure dans la norme, qui ne peut être saisie que par des pratiques sociales, imprévues au regard des règles en vigueur » (GUILLEUX, 2020, p. 1).

sont des régions périphériques par rapport aux pôles urbains et agricoles du continent sud-américain, qui, comme nous l'avons déjà indiqué, font l'objet d'investissements concomitants au déploiement de politiques environnementales. Si leurs dynamiques socio-écologiques sont interdépendantes, leurs constructions politiques en tant que biomes⁹ sont contrastées (Aubertin et Pinton, 2013). Plutôt que de partir des aires protégées, qui pourtant constituent un point commun entre mes différents terrains dans ces deux biomes, j'ai choisi de ne pas me focaliser sur des espaces délimités « *a priori* » par des voies légales, mais plutôt sur des espaces singuliers et dynamiques, à forts enjeux sociaux et environnementaux, qui sont à l'interface d'autres formes spatiales dominantes.

Les zones périurbaines constituent, au sens premier de la « marge », le « bord » de la ville. En Amazonie, elles accueillent généralement des populations plus pauvres qu'au centre-ville. Elles fonctionnent également comme espace intermédiaire par rapport à des aires protégées, d'où vient une partie significative de la population, qui doit se réorganiser pour vivre, travailler et produire dans de nouvelles conditions économiques, foncières et environnementales.

Les interstices du soja dans le Cerrado correspondent globalement aux « vert » des cartes que l'on repère quand on observe une image satellite des régions dominées par les monocultures depuis la fin des années 1990. En d'autres termes, il s'agit des « forêts alimentaires » (*food forests*), fragmentées dans l'espace, qui sont enchâssées dans les complexes agricoles de plantation (Carney, 2020). Identifier l'histoire de ces espaces et leur mode d'occupation interroge la dynamique des systèmes productifs et les politiques agroenvironnementales mises en œuvre dans ces écosystèmes de savanes tropicales.

Je propose donc de répondre à deux questions principales : 1. Qu'est-ce qui fait marge dans les espaces ruraux brésiliens ? Mon hypothèse est que l'on observe des régularités (historiques, géographiques, institutionnelles) dans les processus de marginalisation de certains systèmes productifs, malgré la diversité des terrains considérés 2. Qu'apporte une approche renouvelée des marges à la compréhension des rapports agriculture-environnement en Amérique du Sud ? Mon hypothèse est que, plus que des espaces isolés ou délaissés, les marges peuvent être analysées comme des lieux de production de controverses environnementales.

La première partie de cet ouvrage est une révision bibliographique, organisée autour de l'idée suivante : l'invisibilité persistante de la complexité des systèmes agricoles qualifiés de « traditionnels » est le produit *i.* de l'essentialisation des relations entre popula-

9. Un biome est entendu ici comme une unité morphoclimatique, ou un espace géographique dont les caractéristiques spécifiques sont définies, entre autres, par le macroclimat, la végétation, le sol et l'altitude. Similaire à la notion d'écocorégion, le concept de biome utilisé à l'échelle internationale (par exemple, par le WWF), et adopté officiellement par l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE) en 2004. La délimitation des biomes dérive principalement de l'identification et de la cartographie de domaines morphoclimatiques (régions de corrélation entre la faune, la flore, et les conditions pédoclimatiques) et de leurs zones de transition, notamment par le géographe Aziz Ab'Sáber. Le biome Cerrado se distingue des biomes de forêts tropicales (Amazonie, Forêt Atlantique), de forêts sèches (*Caatinga*), de plaines inondables (*Pantanal*) et de prairies du Sud (*campos sulinos*, ou *pampa* environnantes) par le fait qu'il est principalement caractérisé par une savane occupant les hauts plateaux du centre du pays (AB'SABER, 2003).

tions dites « traditionnelles » et la nature, dans le champ des ethnosciences¹⁰; *ii.* du paradigme de la modernisation en agronomie *iii.* de la prégnance du modèle centre-périphérie en géographie; *iv.* du domino-centrisme¹¹ qui prédomine dans le champ des sciences agraires sud-américaines. Bien que très riches, ces courants de recherche induisent des visions dichotomiques des transformations agroenvironnementales dans ces espaces, marquées par l'opposition entre tradition et modernité.

En me basant sur une approche renouvelée de la notion de marge (Depraz, 2017), je propose des concepts (articulation, coexistence, circulations) et des méthodes issues des Sciences humaines et sociales (SHS) et des sciences écologiques pour mettre en évidence les spécificités et transformations historiques des systèmes agropastoraux dans différents contextes socioculturels et géographiques. Je montre ainsi, dans une partie méthodologique, l'intérêt de combiner les approches et concepts de l'agriculture comparée (systèmes agraires) et de la géographie (sociale et environnementale), mais aussi de développer des interfaces disciplinaires, pour mettre en évidence les spécificités et transformations des pratiques agricoles à plusieurs échelles, en intégrant leurs rapports avec les politiques environnementales.

Dans la deuxième et troisième partie, je présente des résultats de mes recherches réalisées dans deux grands types de marges, que j'ai choisies pour relire mes travaux : les zones périurbaines d'Amazonie, et les interstices du soja dans le Cerrado. Observer les dynamiques des pratiques agropastorales dans ces espaces révèle *i.* des innovations techniques et sociospatiales, reposant notamment sur la multi-localité et les circulations, *ii.* le caractère sélectif des politiques socioenvironnementales et leur rôle dans la production des marges. Cette « sélectivité » interroge ainsi les approches disciplinaires des systèmes agricoles et le caractère sectoriel des politiques environnementales. Ces résultats suscitent une approche réflexive sur les pratiques de recherche, puisqu'ils interpellent notre capacité (et notre prétention) à comprendre et, à fortiori, à gérer les problèmes environnementaux et les dynamiques sociales dans ces territoires singuliers.

Dans la quatrième partie, j'explore l'idée que les marges constituent des lieux de production de controverses environnementales. Expliciter et situer historiquement les différentes formes de compréhension de la dégradation environnementale et de la conservation ouvrent une voie, selon moi, qui dépasse la séparation entre savoirs académiques et savoirs locaux.

10. Les ethnosciences consistent en la description et l'analyse des catégories de pensée liées à l'environnement des populations habitant un territoire (BERKES, COLDING *et al.*, 2000). L'analyse de ces catégories est une façon de mettre en évidence les pratiques, mais aussi les conceptions que la population se fait de son action sur cet environnement, des relations qu'elle entretient avec les êtres qui le peuplent et du fonctionnement de l'ensemble (FRIEDBERG, 2005).

11. Cette notion, proposée par (Grignon et Passeron, 1989) *apud* (OLIVIER DE SARDAN, 2008), est développée en partie 1, mais on peut dire qu'elle désigne une lecture de l'accumulation capitaliste dans laquelle les rapports sociaux sont analysés par le prisme du dualisme dominant/dominés, ou encore en termes d'oppression/résistance.